

La droite a abandonné les quartiers populaires



François Hollande,
1^{er} secrétaire
du Parti socialiste

Les émeutes sans précédent intervenues il y a un an à la suite de la mort de Bouna Traoré et Zyed Benna à Clichy-Sous-Bois ont montré l'ampleur de la crise urbaine que traverse notre pays.

La droite a une lourde responsabilité : amputation des crédits de la politique de la ville, abandon de la police de proximité, détérioration des services publics... Les violences aux personnes ont

augmenté de 27 % depuis 2002, dans un contexte de montée des inégalités sociales. Le gouvernement n'a même pas tenu les maigres engagements qu'il avait pris au lendemain des émeutes, et le désespoir s'accroît.

Le Parti socialiste a pris la mesure de la situation, et proposera en 2007 une politique ambitieuse pour lutter contre toutes les discriminations dont sont victimes les 6 millions d'habitants des quartiers populaires, et pour humaniser nos villes.

Nous refusons la société communautaire promise par la droite. Cette société de ghetto est porteuse de toutes les injustices et de toutes les violences.

Le programme de « solidarité urbaine » que nous mettrons en œuvre permettra :

- de rendre leur dignité aux habitants des quartiers, notamment les plus jeunes : des moyens exceptionnels seront donnés aux élus, aux services publics et aux associations pour permettre à chacun de vivre, de s'éduquer, de travailler et de participer à la vie démocratique ;
- de construire des villes plus diverses, en imposant 20 % de logements sociaux dans toutes les communes en construisant de nouveaux quartiers et en luttant contre la spéculation ;
- de favoriser la mobilité et les échanges, en développant les transports et l'accès à l'emploi, aux services publics ou à la culture.

Là où la droite prépare la « ville du chacun pour soi », le Parti socialiste proposera de construire la ville pour tous. C'est l'un des enjeux majeurs de notre projet pour 2007, pour que le cri désespéré lancé par la jeunesse des quartiers il y a un an ne reste pas sans réponse.



Une droite résolument anti-jeunes

Depuis quatre ans, la droite mène une politique anti-jeunes.

Destruction de l'éducation, explosion de la précarité, indifférence par rapport aux problèmes de logement : l'UMP prive les jeunes d'avenir.

Dans les banlieues, au lieu de s'attacher aux problèmes sociaux qui s'accumulent, à la mise à l'écart des quartiers, aux discriminations, Sarkozy et Villepin multiplient les provocations et enferment les jeunes dans une image de délinquant.

Sur le terrain, l'ensemble des jeunes fait les frais de cette politique qui se traduit par la multiplication des contrôles d'identité et la menace de la répression gratuite. Pendant ce temps, les délinquants peuvent dormir tranquille.

L'intérêt électoral de Sarkozy est que les quartiers explosent à nouveau,

il laisse l'insécurité se développer et la favorise même par son populisme pénal et sécuritaire.

Dans les quartiers comme ailleurs, les socialistes affirment que les jeunes sont tous les enfants de la République. C'est à l'ensemble d'une génération qui vit moins bien que celle de ses parents qu'il faut donner un droit à l'avenir. Ce n'est pas en montant artificiellement les Français contre les jeunes que la France progresse. Allocation d'autonomie et d'entrée dans la vie active, priorité à l'éducation, police de proximité, couverture professionnelle universelle, SMIC à 1500 euros : c'est avec les socialistes que l'on peut réussir ensemble le changement.

Razzye Hammadi
Président du MJS

Rétablir une sécurité de proximité

Depuis 4 ans, les violences contre les personnes, mais aussi les violences scolaires et les violences urbaines s'intensifient. La droite a abandonné la prévention, méprisé les acteurs de terrain, les associations, les travailleurs sociaux. Elle a supprimé la police de proximité et n'a pas agi contre l'économie souterraine. Aujourd'hui, les habitants des quartiers populaires sont deux fois plus victimes d'agressions que le reste de la population.

Pour rétablir une sécurité durable, il faut à la fois être ferme face à la délinquance et agir avec la même fermeté contre les causes de la violence. Une politique de sécurité de gauche donnera la priorité à une sécurité publique de proximité et fera de la lutte contre la violence une priorité en mobilisant tous les moyens éducatifs, associatifs, de prévention et de sanction.

Rétablir les crédits aux associations, remettre des adultes à l'école, parier sur la jeunesse des quartiers.



SOLIDARITÉ URBAINE : POUR AGIR ENSEMBLE CONTRE LES GHETTOS



La réponse à la crise sociale et urbaine est d'abord politique : voulons-nous d'une société où règne la loi du plus fort ? Où certains citoyens n'ont pas les mêmes droits que les autres ? Où les inégalités engendrent toujours plus de violence ? Où la jeunesse désespère de son avenir ? Le Parti socialiste a décidé de tout mettre en œuvre dans son projet pour donner une dernière chance à la solidarité urbaine, à travers quelques mesures phares. La dernière chance avant la société du ghetto.

Les mesures du projet

Parier sur la jeunesse

- service public de la petite enfance, moyens nouveaux pour assurer l'excellence éducative, carte scolaire permettant la mixité, accompagnement personnalisé vers la réussite ;
- allocation d'autonomie pour les jeunes, carte santé jeunes ;
- service civique obligatoire

Sécurité de proximité

- rétablissement et approfondissement de la police de proximité ;
- plan de prévention de la violence ;
- réponse systématique à la délinquance juvénile et développement des alternatives à la prison

Lutte contre les discriminations

- promotion de l'égalité dans l'accès à l'emploi, à travers le CV anonyme ou le bilan social des entreprises ;
- renforcement des moyens de lutte contre les discriminations dans l'emploi, le logement ou les loisirs ;
- charte de la laïcité dans les services publics

Solidarité urbaine

- des moyens financiers pour les communes pauvres ;
- des « pactes de solidarité urbaine » concentrant tous les moyens de l'État et des collectivités locales ;
- un plan de renaissance urbaine pour construire des quartiers nouveaux, rénover les quartiers invivables et répondre aux besoins de logement

Citoyenneté

- droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers en situation régulière en France depuis 5 ans, conseils de quartier, soutien réaffirmé à la vie associative des quartiers ;
- service universel bancaire, revenu de solidarité active, refus des coupures d'électricité ou d'eau ;
- 500 « maisons de la citoyenneté » pour développer les initiatives des habitants

Priorité à l'emploi

- réactivation des emplois jeunes dans le secteur public et associatif ;
- suppression du contrat nouvelle embauche et de l'apprentissage à 14 ans ;
- accompagnement personnalisé vers l'emploi

Droit à la ville

- 120 000 logements sociaux construits chaque année, notamment dans les villes n'en n'ayant pas 20 %, bouclier logement et droit au logement pour tous ;
- aide de l'État aux transports en commun, prime transport aux salariés ;
- accès aux services publics, à l'emploi et à la culture